CHAPITRE X

LE DRAME DES « MALGRÉ NOUS »

« Nos morts ne revendiquent pas la célébrité, mais leur voix s'élève vers nous… »
Numéro spécial des *Anciens de Tambow,*
avril 1983

Mars 1946. Jean Steinmetz a rendez-vous avec ses camarades du collège épiscopal Saint-Étienne, à Strasbourg.

Autour de la table du réfectoire, ils sont huit ou dix qui se penchent sur la dernière photo de leur scolarité, en octobre 1939. Ils avaient alors 17 ou 18 ans. Beaucoup aujourd'hui manquent à l'appel. La guerre est passée par là.

Celui-ci a trouvé la mort, en Charente, au cours de l'avance allemande de juin 1940. Cet autre a été tué dans les rangs des troupes de la Libération. Mort H., en essayant de gagner la zone libre ; A., déporté à Mauthausen ; G., qui faisait partie d'un réseau de résistance ; V., qui avait tenté d'échapper à l'incorporation de force, et que nul n'a revu.

Quatorze autres morts encore : tués sous l'uniforme allemand à Orel ; en Crimée ; quelque part dans la forêt ou dans les marais russes ; dans l'une de ces compagnies disciplinaires vouées à une disparition rapide ; morts de faim et de froid à Tambow, camp pour prisonniers de guerre alsaciens et lorrains, ou encore des suites d'une effroyable captivité.

Une photo. Des centaines, des milliers de photos qui, dans tous les lycées et collèges d'Alsace et de Lorraine, dans la plupart des familles, illustrent tristement le drame des « Malgré-nous », ces hommes mobilisés de force par l'Allemagne à partir du mois d'août 1942, envoyés combattre en Russie et dont, en 1985 encore, il n'est pas certain que tous aient pu regagner leur patrie[1].

1. En mars 1985, la presse parla du cas de M. Paul Catrain, fait prisonnier en 1940 par les Allemands, détenu à Lublin, « disparu » lors de la prise de la ville par les Soviétiques. Selon M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, M. Catrain, qui vivait dans un petit village d'Ukraine, et n'avait signalé son existence à l'ambassade de France qu'en 1980, n'avait pas tenu à regagner son pays natal. M. Catrain n'était pas l'un de ces « Malgré-nous » dont le sort a été évoqué par Patrick Meney dans son livre *Les Mains coupées de la taïga.* Or, c'est seulement à la suite du livre de Meney, donc en mars 1985, que l'agence soviétique *Novosti* révéla notamment la présence de 345 Français inhumés dans le cimetière de Kvisanov, près de Tambow. En juin 1985, selon des sources officielles, 216 Français étaient toujours retenus en URSS.

Deux cent mille Alsaciens et Lorrains mobilisables, 132 000 incorporés, 27 000 morts, 20 000 disparus, 10 000 grands blessés, tel est le prix payé par l'Alsace et par la Lorraine à l'annexion.

Mais les chiffres ne diront jamais le poids de douleurs aggravées par l'incertitude puisque, en Alsace comme en Lorraine, le sort des hommes mobilisés demeurera si longtemps ignoré que, le 11 juillet 1946, devant l'Assemblée nationale, le député Pierre Clostermann pourra dire, avec raison, qu'en Alsace « toutes les questions économiques et politiques sont dépassées par cette question des "Malgré-nous" », un terme qui date d'ailleurs non de la Seconde mais de la Première Guerre mondiale[1].

Au 1er juillet 1946, 70 000 soldats ont regagné leurs foyers, 8 000 Alsaciens et Lorrains sont *officiellement* tombés au combat contre les Russes, mais, sur les 65 000 incorporés du Bas-Rhin, on ne sait rien de 26 671 ; sur les 35 000 incorporés du Haut-Rhin, 16 292 n'ont pas donné de leurs nouvelles, non plus que 12 050 des 32 000 Mosellans incorporés.

Morts ? Prisonniers ? Nul ne peut le dire avec précision. Dans les derniers mois du conflit, la *Wehrmacht* — 16 500 000 mobilisés pour toute la guerre — a été dans l'impossibilité de prévenir les familles des décès intervenus au combat et dans les hôpitaux. Il faut rappeler également que la Lorraine et l'Alsace sont libérées alors que se poursuivent toujours des batailles dans lesquelles se trouvent engagés, sous uniforme et commandement allemands, des Alsaciens et des Lorrains.

Le sort des « Malgré-nous » ne préoccupe pas uniquement les familles des disparus qui, dans les journaux locaux, publient photos, dates de naissance et de mobilisation, dans l'espoir d'obtenir un renseignement auquel raccrocher leur espoir, il intéresse également plusieurs parlementaires.

Les 11 et 23 juillet 1946, au cours d'un débat passionné, Clostermann, Pierre July, de Moro Giafferi, Sigrist, Henri Meck prendront la parole, mettant en cause le ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, le communiste Laurent Casanova, et, à travers lui, l'URSS, dont la politique de silence est vigoureusement dénoncée.

Henri Meck insistera sur l'ignorance dans laquelle les Soviétiques laissent les faibles missions françaises de recherche, sur l'impossibilité pour les Alsaciens et les Lorrains, toujours prisonniers, d'informer leur famille, sur l'extrême lenteur des rapatriements.

Laurent Casanova répondra, non seulement en dénonçant l'anticommunisme des orateurs, mais également en mettant en cause la bonne foi de certains évadés des camps soviétiques. Il ajoutera qu'il est très difficile « de faire admettre à nos alliés [russes] que la plupart des Alsaciens et des Lorrains enrôlés dans les formations de la *Wehrmacht* [l'ont] été contre leur gré ».

1. Cf. Pierre Rigoulot, *L'Alsace-Lorraine pendant la guerre 1939-1945* (PUF, 1992). C'est en 1920 qu'André Bellard et Henri Pincemaille, deux Mosellans qui avaient été contraints de servir dans l'armée allemande, fondèrent, sous le patronage de Maurice Barrès, l'association des « Malgré-nous ».

Fernand Grenier, député communiste, accusera de son côté ceux « qui rentrent après avoir vécu un an et plus auprès des femmes allemandes ».

Ainsi, un débat, qui aurait dû demeurer toujours sur le plan humanitaire, sera-t-il, de part et d'autre, constamment politisé.

On sait avec quel cynisme[1], dans les jours qui ont suivi leur victoire, les Allemands ont agi en Alsace et en Lorraine.

Rétablissant les frontières d'avant 1918, ne donnant jamais de réponse aux protestations de Vichy, protestations qui avaient le mérite d'exister mais l'inconvénient de demeurer secrètes, éliminant tout ce qui, administrativement, économiquement, culturellement, sentimentalement, rappelait la France, rapatriant, après l'exode de 1939 et celui de juin 1940, les Alsaciens et Lorrains supposés favorables à leur cause, expulsant bientôt les autres, mettant en relief les incontestables erreurs psychologiques et politiques commises par les gouvernements français qui s'étaient succédé après 1918, s'appuyant sur un réseau autonomiste relativement bien implanté et qui croyait, avec la victoire du *Reich*, obtenir des garanties pour ses thèses et des places pour ses dirigeants, l'Allemagne hitlérienne, si elle avait envisagé immédiatement la « défrancisation » des trois départements et, à relativement court terme, de vastes opérations de naturalisation, n'avait pas eu le projet de mobiliser des hommes qui semblaient inutiles à la poursuite d'une guerre menée alors contre la seule Angleterre.

Les autorités en place avaient seulement prêché en faveur de l'engagement dans les unités de police. Sans grand succès puisque, au 3 décembre 1940, les engagements dans la police auxiliaire se limitaient à 622 hommes en Alsace et 367 en Lorraine. De leur côté, les SS avaient recruté respectivement 32 et 68 volontaires.

Les choses allaient changer avec l'intensification des combats en Russie et lorsque s'évanouirait l'illusion d'une guerre courte.

En janvier 1942, cependant, les affiches, signées d'anciens combattants de la Première Guerre mondiale[2] et de quelques combattants de la guerre en cours, ne feront appel qu'à ces volontaires sur lesquels le *Reich* espérait pouvoir compter : fonctionnaires, agents des services publics, membres d'associations créées à l'image de celles qui existaient en Allemagne, beaucoup moins pour convaincre les habitants du bien-fondé des doctrines nazies que pour les prendre au piège de l'uniforme qui abolit tout individualisme[3].

Dès le 11 octobre 1940, l'Allemagne avait créé *l'Opferring* (ou cercle de ceux qui consentaient à faire des sacrifices pour le *Reich*), dont le rôle, notamment à travers l'activité des *Blockleiter* et des *Politische Leiter*, était de contrôler

1. Cf. *Quarante millions de pétainistes,* Livre 2 de la présente édition, p. 107 *sq.*
2. Puisque, entre 1871 et 1918, l'Alsace et la Lorraine, annexées après notre défaite de 1870, faisaient partie du territoire allemand.
3. D'après Pierre Rigoulot *(op. cit),* il y aurait eu en Alsace, à la suite de cet appel de 1942, 1 500 engagements. En octobre 1941, la campagne de recrutement avait apporté moins de 200 volontaires pour la *Wehrmacht* et 300 pour les *Waffen SS*.

la position de chacun vis-à-vis de l'État national socialiste[1], l'assiduité aux réunions du parti, la générosité envers des œuvres comme le *Secours d'hiver*, l'attitude d'enfants pris en main par la *Hitler Jugend*, où l'inscription, facultative d'abord, deviendra obligatoire à partir du 2 janvier 1942.

Ainsi, des milliers de jeunes Alsaciens s'étaient-ils trouvés embrigadés dans des organisations à caractère militaire. À partir de l'âge de 12 ans, ils étaient initiés au maniement du fusil, à partir de 14 ans, ils se voyaient, quatre semaines durant, astreints à des exercices de préparation militaire en attendant d'être envoyés dans des unités de DCA[2].

À l'occasion de la « fête du serment », célébrée en mars et qu'il fallait préparer plus attentivement et plus scrupuleusement que les fêtes religieuses de jadis[3], les jeunes Alsaciens et Lorrains devaient collectivement prêter serment au *Führer* :

> Ich verspreche in der Hitlerjugend alle Zeit meine Pflicht […]. *Je promets de faire toujours mon devoir dans la Hitlerjugend par amour et fidélité pour le Führer et pour notre drapeau. Que Dieu nous soit en aide.* »

Les nazis ne s'efforceront pas seulement de limiter l'action, en quelque sorte « concurrentielle », des prêtres et des religieuses. À l'intention de la jeunesse plus encore que des adultes aux sentiments douteux, ils multiplieront les fêtes à connotation politique : commémoration du putsch hitlérien de Munich en 1923 ; *Horst-Wessel-Tag*, en l'honneur d'un jeune militant nazi tué dans une bagarre avec les communistes ; journée des héros tombés sur les champs de bataille ; anniversaire du *Führer*, le 20 avril ; journée Albert-Léo Schlageter, à la mémoire d'un jeune saboteur fusillé par les occupants français.

Mais, très rapidement l'entreprise de séduction, qui pour se développer avec une petite chance de succès aurait réclamé bien des années, allait se transformer en entreprise de coercition.

Le 23 avril 1941, en effet, le Service du travail du *Reich* était introduit dans les départements annexés. Il touchait les garçons nés en 1922 et les filles nées en 1923. Ainsi, à petits pas, se rapprochait-on du service militaire obligatoire, qui devait être imposé le 25 août 1942, à l'issue de plusieurs réunions auxquelles Hitler avait pris part.

Dans la dernière de ces réunions, au quartier général de Hitler, à Vinnitza, en Ukraine[4] avait été question du « service militaire obligatoire et [de] l'attribution des droits civiques dans les nouveaux territoires ».

1. Ce rôle était facilité par la présence en Alsace et en Lorraine de nombreux fonctionnaires allemands arrivés, avec leur famille, dans les jours qui ont suivi la défaite de la France.
2. Sur les jeunes Alsaciens et Mosellans qui durent, à 16 ans, servir dans la défense aérienne allemande, cf. ci-dessous, p. 292 note 1.
3. L'Allemagne avait procédé en Alsace et en Lorraine à l'expulsion de très nombreux prêtres (50 % du clergé mosellan). C'est en février 1941 que le *gauleiter* Joseph Bürckel légalisa, en Lorraine occupée, l'abolition des organisations religieuses, des ordres et des congrégations ainsi que la confiscation de leurs biens.
4. À cette conférence ont participé : Hitler, le maréchal Keitel, Ribbentrop, Bormann, Himmler, Lammers, ministre de l'Intérieur, Stuckart, secrétaire d'État à l'Intérieur, ainsi que les trois *gauleiter*,

Lier le service militaire obligatoire à l'obtention de la nationalité allemande avait toujours été dans l'intention de l'administration nazie. Juridiquement il lui était d'ailleurs difficile d'agir autrement, les Alsaciens et les Lorrains demeurant français en droit international.

L'ordonnance du 23 août 1942 conférera donc la nationalité allemande aux Alsaciens, Lorrains et Luxembourgeois de souche allemande qui *sont ou seront* incorporés dans la *Wehrmacht* ou la *Waffen SS* ; à ceux également qui « sont considérés comme des Allemands ayant fait leurs preuves ».

Et, deux jours plus tard — le 25 août —, paraîtra l'ordonnance rendant le service militaire obligatoire pour « les personnes de race allemande » nées en 1920, 1921, 1922, 1923 et 1924.

Sans doute l'ordonnance sur la nationalité a-t-elle été conçue comme devant récompenser en priorité les autonomistes, les hommes et femmes « ayant eu une conduite reconnue sans équivoque » ; les soldats ayant combattu héroïquement dans les rangs allemands au cours de la Première Guerre mondiale ; les Alsaciens et Lorrains membres des différentes organisations nazies ; les garçons et filles de la *Hitler Jugend* âgés de plus de 17 ans. Mais, avec le temps et les besoins croissants de la *Wehrmacht*, elle concernera très rapidement la quasi-totalité de la population. Le *gauleiter* Bürckel, parlant le 31 août 1942, ne s'embarrassera pas de nuances, puisqu'il déclarera qu'avec « effet immédiat la nationalité allemande [était] accordée d'office aux Lorrains de communauté [linguistique] allemande qui sont à 98 % de souche allemande. En conséquence, à partir de ce moment, il n'y a plus de place pour l'option en faveur de l'une ou de l'autre nationalité[1]. »

Les Allemands voulaient qu'en Alsace et en Lorraine, plus que partout ailleurs, la conscription soit une fête. Aussi donneront-ils des instructions pour que les « mobilisables des communes [soient transportés] jusqu'au lieu de la conscription… dans des chariots à ridelles décorés de fleurs (travail dont pouvaient se charger les filles du village), sans oublier les accordéons, harmonicas et autres instruments[2] ».

Quant au retour, il devait être occasion de manifestations plus joyeuses et plus bruyantes encore. « En tête du cortège, trois conscrits sautillant d'un côté de la route à l'autre ; derrière eux, la musique jouant avec entrain […], le peuple chantant et exultant, accompagné, bien sûr, par la jeunesse enthousiaste du village. »

L'enthousiasme ne sera pas présent au rendez-vous imaginé par les Allemands. Il y a bien tapage, mais ce n'est pas le joyeux tapage des instruments de musique.

Selon le *Kreisleiter* Bickler, qui en fit l'aveu dans l'un de ses discours, « dès l'annonce de l'introduction du service militaire obligatoire en Alsace, il y eut beaucoup de bavardages et de cris dans les magasins, les laiteries, boucheries

Wagner (pour l'Alsace), Bürckel (pour la Lorraine), Simon (pour le Luxembourg).

1. Cependant, le même Bürckel accordait à « ceux qui ne se sentaient pas allemands » le droit de partir en direction de la France non occupée, droit limité au 5 septembre.
2. Instructions du *Kreisleitung* de Saverne.

et salons de coiffure, les fabriques et les ménages. Il se produisit un grand tapage et les gens déclarèrent que cela ne se ferait pas, qu'il ne saurait en être question, qu'ils refuseraient, qu'ils n'iraient pas[1] ».

Un rapport de l'état-major du service de sécurité sur l'état d'esprit des Mosellans — pour la période du 28 août au 3 septembre — se révèle particulièrement instructif.

L'annonce de la mobilisation « provoqua une grande émotion qui se manifesta, dans les jours suivants, par l'action de porte-parole, probablement issus du Parti communiste ou de la CGT ; il en résulta une attitude d'opposition intense de la population. Cela commença le lundi et le mardi dans les différents arrondissements de Saint-Avold, de Sarreguemines et de Metz : une avalanche d'inscriptions en vue d'un départ volontaire en France s'abattit sur les bureaux de recensement[2] ».

Les agents de la *Gestapo*, auteurs de ce rapport, indiquent bien avoir entendu des chansons dans la bouche de ceux qui refusent de revêtir l'uniforme allemand ; mais ce sont des chansons françaises et le chef du Parti nazi de la commune lorraine d'Amnéville rapporte, le 31 décembre 1941, qu'un jeune homme a transformé ainsi les paroles de *Lily Marlène :*

Devant Moscou, devant la grande porte
L'armée allemande est arrêtée et ne peut plus avancer
Tout le monde sait que les Allemands devront foutre le camp
Comme autrefois en 1918.

Les agents de la *Gestapo* ont également relevé quelques-unes des réflexions des Lorrains.

— Je ne peux tout de même pas prêter serment sur le drapeau allemand, dit l'un, alors que je l'ai fait sur le drapeau français.

Nombreux sont ceux qui voient dans la décision allemande de mobiliser Alsaciens et Lorrains la preuve que l'Allemagne, incapable de vaincre seule, a perdu la guerre. Cette conviction s'exprime en termes qui vont de l'ironie cinglante : « Pauvre Adolf, maintenant il a encore besoin de nous autres pour perdre la guerre », au raisonnement d'apparence stratégique : « L'offensive allemande dans le Caucase est stoppée, même si nous sommes incorporés dans l'armée, nous ne pourrons rien y changer, cela va vers la fin. »

Dès le 4 septembre, les Allemands lancent des avertissements à ceux qui ont négligé de se présenter au conseil de révision, à l'exemple de Herling, de Saverne, de Wendling et de Kaiser, qui habitent Wissembourg. Les trois garçons sont arrêtés. Ils attendent en prison leur condamnation et l'avis allemand publié par la presse met en cause l'attitude de parents qui « n'ont pas encore compris les exigences des temps actuels qui ne tolèrent en Alsace que des gens sûrs ».

1. *Strassburger Neueste Nachrichten*, 25 *septembre 1942.*
2. 2 000 personnes pour la seule ville de Metz. En Alsace, les chiffres de ceux qui quittèrent leur province pour se soustraire à l'incorporation de force varient entre 5 000 et 10 000.

Les parents des réfractaires seront donc « déportés sous peu dans l'"*Alt Reich*" pour acquérir, dans un milieu de nationaux-socialistes, une attitude conforme à l'esprit national-socialiste ».

La perspective de ces représailles à l'égard des familles freinera d'autant plus sérieusement « l'émigration illégale » en direction de la France non occupée que la menace vise, outre l'épouse, « les ascendants et descendants, les parents adoptifs et les enfants des conjoints ainsi que les frères et sœurs et leurs conjoints ».

Le 10 février 1943, la presse annoncera l'expulsion vers le *Reich* de la famille d'Édouard Fuchs, qui habitait Mulhouse avec ses quatre enfants ; de celle d'Eugène Bech, de Soufflenheim ; de celle de Jacques Angst, de Salmbach, et encore de celles de Joseph Aman et de Louis Christian.

Il faut partir sans délai et presque sans bagages. Catherine Peter, dont le frère Paul, réfractaire au service militaire et qui a cherché à passer en Suisse, sera fusillé le 17 février 1943 au Struthof, voit la ferme familiale investie à 8 heures du matin. La police accorde à ses parents une heure à peine pour réunir trois jours de provisions, ainsi qu'un peu de linge puis, dans un camion, toute la famille est conduite à Ballersdorf où se trouvent déjà rassemblées les familles de ces 18 réfractaires qui, dans la nuit du 12 février 1943, ont vainement tenté de franchir cette zone interdite de trois kilomètres de profondeur, établie entre la Suisse et la France par ordonnance du 16 septembre 1942.

Tandis que treize des garçons, hâtivement jugés, seront condamnés à mort et exécutés, leurs parents seront déportés au camp de Schirmeck où ils séjourneront six semaines avant d'être dispersés dans des usines et des fermes du *Reich*[1].

Les Allemands spéculent d'ailleurs sur les conflits familiaux que leurs exigences peuvent faire naître. Henri Jaeglé, de Kaysersberg, sera fusillé pour avoir pris parti en faveur de son fils réfractaire à la mobilisation, mais bon nombre de pères de famille, ayant à la fois un garçon en âge d'être mobilisé et des enfants en bas âge, conseilleront au premier d'obéir malgré tout aux ordonnances allemandes, afin d'épargner à toute la famille le poids de rudes représailles.

Toutefois, les rapports mensuels du chef du Parti nazi de la commune lorraine d'Amnéville[2], que je dois à l'amitié de l'un de mes lecteurs, M. Paul Flecher, permettent de se rendre compte de l'intensité croissante d'une résistance qui se manifeste d'abord par l'obstination de la population à parler français ; par le boycott des « établissements typiquement allemands »… avec des remarques telles que : « Nous n'allons pas chez ces cochons de Prussiens » ; par la multiplication jusque dans les vespasiennes, d'inscriptions hostiles au

1. Trois des 18 réfractaires ont été tués en s'efforçant de franchir la zone interdite.
2. Dans l'arrondissement de Metz-Campagne. Les Allemands donneront à Amnéville le nom de Stahleim.

Führer ; mais surtout par des départs en direction de la France, qui touchent toutes les catégories sociales.

Le 31 janvier 1942, le chef du Parti nazi d'Amnéville signale ainsi « la fuite vers la France » de 4 hommes, dont le fossoyeur qui « a laissé une famille de 7 personnes » ; un an plus tard, c'est l'instituteur et sa femme qui abandonneront le village de Gandrange d'où partiront clandestinement, en juillet 1943, les familles Guenot, Pacquin et Jacques. En novembre, ce sont une vingtaine d'habitants de la commune qui vont passer la frontière et désormais, dans les rapports officiels, il est de plus en plus question de « Malgré-nous » permissionnaires qui ne rejoignent pas leur corps : Erwin Lapp, Joseph Acker, Lucien Lauter…

Un déserteur, cependant, a été rattrapé ; il s'agit du soldat Kolsch, classe 1919. On ignore son destin, mais il a dû être cruellement frappé par des lois allemandes impitoyables.

C'est à partir du 10 janvier 1941 que le *gauleiter* Wagner avait introduit en Alsace les textes visant à sanctionner les « ennemis et parasites de la société » ; les auditeurs des radios hostiles au *Reich* ; ceux et celles qui attaquaient le *Reich* et le Parti en aidant notamment, et le cas avait été fréquent en Alsace aussi bien qu'en Lorraine, les prisonniers de guerre évadés[1].

Au fil des mois — 6 mai, 19 juin, 24 juillet, 30 septembre, 3 octobre 1941, 30 janvier 1942 —, tout le code allemand allait être appliqué aux provinces annexées et des tribunaux particuliers installés : tribunaux pour enfants, tribunaux de simple police, de flagrant délit, tribunaux du Parti, cours martiales, tribunal spécial ou d'exception composé de magistrats uniquement allemands et chargé de la justice d'exception, qui condamnera à mort, le 31 mai 1942, le jeune Marcel Weinum accusé d'avoir placé une bombe dans l'auto du *gauleiter* Wagner ; tribunal du peuple enfin, qui, sous la présidence du Dr Roland Freisler[2], prononça une centaine de peines capitales visant aussi bien les communistes que les responsables de réseaux d'évasion.

C'est le tribunal du peuple *(Volksgerichtshof)* qui, pour aide à des prisonniers de guerre français, devait condamner à mort, en janvier 1943, Lucienne Welchinger et 4 des 10 coaccusés[3] ; c'est lui, également, qui condamnera à la peine capitale René Birr, Auguste Sonntag, Adolphe Murbach, Eugène Boeglin, 4 communistes décapités à Stuttgart le 1er juin 1943 ; Eugène Schwartz, René Kern, Marcel Stoessel, Alphonse Kunz, décapités le 29 juin 1943 ; Lucien

1. J'ai évoqué dans *Quarante millions de pétainistes,* Livre 1 de la présente édition, les réseaux d'évasion alsaciens et lorrains. Un homme comme Pierre Laurent eut à son actif 450 évasions réussies. L'Alsacien Paul Koepfles, qui avait choisi le Jura pour exercer son activité, devait être abattu par la *Gestapo* à Poligny. Enfin, des Lorrains et des Alsaciens contribuèrent à la réussite de l'évasion du général Giraud. Deux d'entre eux, l'abbé Stamm, curé de Liebsdorf, dans le Sundgau, et le garde forestier alsacien Henri Kupfer devaient payer de leur vie (arrêtés le 21 septembre 1943, ils furent exécutés en 1945) l'aide apportée à Giraud.
2. Freisler présidera le tribunal du peuple appelé à juger les auteurs de l'attentat contre Hitler (20 août 1944).
3. La peine ne sera pas exécutée.

Rohmer et sa belle-sœur, Anna Rohmer, propriétaires de l'*Hôtel de la Bourse* à Mulhouse, qui avaient aidé des prisonniers de guerre français ; le communiste Georges Goss-Kunz, de Mulhouse ; Jean Burgy, de Colmar, auteur de caricatures hostiles au Parti nazi ; Roger Kuhn, de Strasbourg, suspecté d'espionnage.

C'est devant Freisler et ses assesseurs que comparaîtront également, en juillet 1943, une trentaine d'étudiants et anciens élèves du collège Saint-Étienne, de Strasbourg.

Dix d'entre eux allaient être condamnés à mort et 6, Alphonse Adam, Robert Kiefer, Joseph Sezer, Pierre Tschuen, Charles Schneider, Robert Meyer, immédiatement exécutés[1].

Dans la sablière du Struthof sont déjà tombés le 17 février 1943, à 15 heures, cinq cultivateurs : Camille Abt, Aloyse Boll, Charles Boloranus, Paul Peter, Charles Wiest ; deux boulangers, Cheray et Maurice Wiest ; quatre étudiants, Justin Brungand, Aimé Fulleringer, Jean Klein, Henri Miehe ; deux ouvriers, Alfred Dieteman et Robert Gentzbittel.

De cette exécution collective, les Allemands espéraient une obéissance collective et la presse, sous direction allemande, se félicitera qu'aient été châtiés, « avec la rapidité de l'éclair et toute la rigueur qu'exigeait la gravité sans pareille de cette rébellion insolente, les traîtres qui pensaient se soustraire, par lâcheté et égoïsme, au devoir naturel imposé par la gravité de la situation à chaque Allemand capable de porter les armes ».

Ces drames, et leurs terribles conséquences pour les réfractaires et pour leurs familles, n'empêcheront pas les tentatives de fuite des Alsaciens mais les limiteront certainement.

> *Si je ne réponds pas à la convocation,* écrit Georges Starcky[2] *ils s'en prendront à mes parents, les enverront dans un camp de concentration, leur feront subir des tourments quotidiens et je ne suis pas sûr de les revoir vivants. Si je me laisse enrôler, je serai tôt ou tard expédié sur un front d'où j'aurai peu de chances de revenir. Mon choix est fait. J'endosserai l'uniforme allemand.*

Le 4 septembre 1942, quelques jours à peine après l'annonce des mesures de mobilisation, un avertissement avait été lancé, on le sait, à ceux qui négligeaient de se soumettre aux formalités du conseil de révision. Le réfractaire devait être « immédiatement arrêté, écroué et expatrié dans le *Reich* après avoir purgé une peine de prison fixée par le commandant de la *Sicherheitspolizei* ».

Résignés pour la plupart, les futurs mobilisés se rendront donc sur les lieux de la convocation. Ils le feront souvent en brandissant des drapeaux tricolores, en chantant *La Marseillaise,* en s'attardant en route, ce qui leur permettra de ne pas négliger les débits de boissons, en injuriant les gendarmes, en se pré-

1. Au cours de l'année 1943, les journaux alsaciens annonceront 78 condamnations à mort, dont 38 seront exécutées.
2. *L'Alsacien.*

sentant devant les autorités coiffés du béret basque interdit par l'ordonnance du 13 décembre 1941, en ameutant enfin la population.

À l'occasion des conseils de révision, les incidents se multiplieront.

Incidents à Kaysersberg où une vingtaine de réfractaires, aidés par une partie de la population, engageront une lutte sans espoir contre les soldats allemands qui les conduiront d'abord au camp de Schirmeck, d'où ils seront expédiés plus tard vers une unité disciplinaire.

Incidents à Freland où, le 16 février 1943, des SS, à la recherche des insoumis, mettent finalement la main sur 9 garçons, dont Pierre Bertrand qui a revêtu son uniforme de soldat français.

Incidents à Orberg où, à la fin de la journée, alors que l'heure prévue pour le conseil de révision était largement dépassée, des bagarres ont lieu entre plusieurs jeunes et les *Feldgendarmes*. Au terme de ces affrontements, Paul Munier, qui a refusé de signer la feuille de recensement et la déclaration de non-appartenance à la race juive, sera battu, arrêté, conduit à la prison de Colmar, transféré au camp de Schirmeck et fusillé le 24 janvier 1943.

À Sarreguemines, c'est une véritable émeute qui a éclaté le 25 juin 1943. Des parents et des amis ont accompagné les 1 500 jeunes venus de Puttelange, Sarrable, Phalsbourg, Sarrebourg, pour être incorporés dans les locaux de l'ancienne caserne Gallieni. Bien que les débits de boissons aient été fermés, police et population se disputeront jusqu'à la nuit les jeunes gens, les policiers voulant les entraîner jusque dans la cour de la caserne, les habitants de Sarreguemines faisant barrage de leurs corps.

De ces manifestations, on trouve l'écho dans les rapports allemands, comme on y trouve l'écho des manifestations dont les trains de mobilisés sont le théâtre. Par leur violence et l'expression des sentiments patriotiques français, elles dépassent tout ce qui, en pareille circonstance, pourrait être tenu pour normal.

Le train 905, qui emporte de Molsheim André Fassnacht, René Humbert, Albert Diebolt, Paul Brun et 316 autres appelés, arrive à Saverne dans un état pitoyable : 130 fenêtres sont brisées, le signal d'alarme a été tiré une dizaine de fois et, sur certains compartiments, les Allemands vont relever les inscriptions suivantes :

Hitler vaincu, la France renaitra.
Vive Giraud ! Vive de gaulle ! Vive Codréanu[1]
Merde la Prusse ! Vive la France !
Retraite en Russie ! Retraite en Afrique !
Le grand changement est arrivé !
C'est le début de la fin !

1. On est en droit de se demander pour quelles raisons le nom de Codréanu, fondateur en Roumanie des Gardes de fer — et tué en 1938 —, se trouve écrit sur les parois d'un wagon emportant vers l'Allemagne des « Malgré-nous »…

Le rapport allemand exposant les délits, rapport selon lequel les accusés ont été identifiés grâce aux blessures qu'ils présentaient aux mains et parfois aux jambes, parle d'une « fureur déchaînée » contre laquelle deux agents de la police du rail ainsi que des soldats de la *Wehrmacht* ont été impuissants.

Une fois mobilisés, les Alsaciens et les Lorrains vont faire connaissance avec la discipline allemande.

Au mois de février 1944, André Aron[1] est incorporé dans la *Wehrmacht*. Il a 17 ans et 3 mois[2]. Envoyé à Rapiau, en Prusse-Orientale, il sera affecté d'abord à une unité sanitaire avant de faire partie d'un régiment de grenadiers.

Officiellement, il est soumis aux mêmes règlements que les soldats allemands, a les mêmes droits, les mêmes devoirs.

Devenu, selon les *Principes fondamentaux* établis le 14 février 1944 par le *gauleiter* Wagner, « définitivement citoyen du *Reich* allemand à compter du jour de son incorporation », le jeune Alsacien ou Lorrain doit être traité cependant comme un homme qu'il faut remettre dans le droit chemin. Ce chemin dont, entre 1918 et 1940, l'« occupation française », sa famille et ses professeurs l'ont détourné.

Le troisième paragraphe des *Principes fondamentaux* précise d'ailleurs :

Chaque citoyen allemand doit mettre son point d'honneur à aider les Alsaciens à sortir de leurs errements dus à leur passé tragique. Chaque supérieur et camarade qui s'en prend au passé des Alsaciens, qui se moque d'eux et les considère comme inférieurs manque à ses devoirs d'Allemand. Témoigner de la compréhension pour leurs défauts et faiblesses ne signifie pas cependant les ignorer ou les laisser subsister, mais au contraire les éliminer.

Georges Starcky a raconté comment[3], en application de ces consignes, il avait été accueilli, en octobre 1943, dans son unité : une compagnie de la 68e division d'infanterie appartenant à la 6e armée, commandée par le général von Manstein, 6e armée dont le front s'étend du nord de Kiev à Melitopol, sur la mer d'Azov.

Mêlés à 1 000 hommes de renfort, les Alsaciens et Lorrains, qui attendent leur répartition dans les différentes compagnies, espèrent rester groupés. Il n'en sera rien. Leur livret militaire se trouve, en effet, placé à part et c'est seulement après avoir appelé 9 Allemands qu'un officier d'ordonnance appelle le nom d'un Alsacien ou d'un Lorrain…

Après une épuisante marche à travers la plaine russe, ayant enfin rejoint la 13e compagnie, Georges Starcky sera présenté en ces termes aux 59 artilleurs brandebourgeois destinés à devenir ses camarades de combat :

1. Aron, qui n'est pas Juif, n'aura pas à changer son nom au sein de l'armée allemande mais, demeurée en Alsace, sa famille devra prendre le nom d'Aren et sa sœur devra abandonner son prénom d'Aimée pour celui d'Amanda.
2. Le plus jeune incorporé de force dans la *Wehrmacht* semble avoir été M. René Hirtz, né le 14 février 1928, incorporé à l'âge de seize ans. En Prusse orientale pendant l'hiver 1944-1945, hospitalisé après avoir eu les pieds gelés, M. Hirtz a réussi à s'évader et à rejoindre Colmar, sa ville natale, le 16 mai 1945.
3. *L'Alsacien*.

— Voici un nouveau camarade qui entre dans notre unité. Je tiens à vous le présenter personnellement, car j'ai deux mots à vous dire à son sujet. C'est un Alsacien qui, jusqu'à 20 ans, a été modelé à la française. Il ne pense donc pas comme vous qui étiez dans la jeunesse hitlérienne, dans le parti. Tout est neuf pour lui ici. Accueillez-le comme un frère, afin qu'il comprenne rapidement que sa véritable patrie n'est pas la France, mais la Grande Allemagne, et qu'il puisse en être fier. Maintenant, le premier d'entre vous qui s'aviserait de le traiter de « tête de Français » filerait dans une compagnie pénitentiaire. Vous m'avez compris ? Vous, soldat Starcky, je vous préviens, dans votre intérêt, que, si nous nous apercevons que vous préférez la société d'Ivan à la nôtre, on vous descendra comme un chien. Et malheur aux vôtres en Alsace. Rompez !

Isolés dans la masse des fantassins allemands, puisqu'ils ne devaient pas, en principe, représenter plus de 5 % de l'effectif d'une unité en zone de combat[1], les Alsaciens et Lorrains n'auraient pas dû connaître un sort différent de celui des autres soldats de la *Wehrmacht*. En réalité, leur courrier se trouve strictement surveillé, ils sont plus aisément suspectés de rêves de désertion et certaines armes, aviation et transmissions notamment, leur demeurent généralement interdites. Mais, en première ligne, et sur ce point les témoignages sont la plupart du temps concordants, pris dans l'atmosphère, soumis aux dangers du combat, ils sont traités comme les autres combattants… et réagissent, la plupart du temps, comme les autres soldats. Comment pourrait-il en aller autrement ?

Qu'ils soient allemands, alsaciens ou lorrains, les hommes de la *Wehrmacht* vivent, dans l'hiver de 1943-1944, la même existence difficile et dangereuse. Ils éprouvent les mêmes terreurs lorsque, portés par le vent, arrivent le bruit des chars soviétiques puis celui des chants qui précèdent des assauts sauvages presque indéfiniment répétés et que le tir des mitrailleuses ne peut pas toujours stopper.

> *On va se battre pour soi-même,* écrit Guy Sager[2]. *Pour essayer de ne pas crever, malgré tout, dans un trou de boue ou de neige. Foutus pour foutus, notre terreur va se transformer en une forteresse de désespoir.*

Comme les autres, les Alsaciens et les Lorrains ont subi l'un des entraînements les plus rudes qui soient. Ils ont connu l'abri des punis, cette niche, *die Hundehütte,* où, après trente-six heures d'exercice, ils ont passé huit heures de « repos » assis sur une chaise. Ils ont guetté, dans un fossé, l'arrivée des chars, sur lesquels il faut bondir pour tenter de placer au point de jonction de la carcasse et de la tourelle la mine magnétique ; ils ont patienté à la porte des

1. Cette règle souffrira des exceptions. On verra ainsi, dans le nord de la Russie, quatre Mosellans être de faction, la même nuit, aux différents postes de garde. En Sicile, François Lotz, engagé dans la journée du 15 juillet 1943, pourra s'évader et passer aux Anglais dans la mesure où 11 Alsaciens composent l'armement des deux mortiers de 81 qui ont ouvert le feu sur les Britanniques. Internés à Syracuse, puis à Alexandrie, libérés le 6 décembre 1943, François Lotz et ses camarades devaient s'engager immédiatement dans les *Forces françaises libres*.
2. Sager, *Le Soldat oublié.* De père français et de mère allemande, Guy Sager fut versé dans la division *Gross Deutschland*.

baraques sanitaires envahies par les diarrhéiques ; pris la relève par – 40 °C lorsque l'huile des moteurs n'est plus qu'une pâte et que gèle l'essence ; vu mourir des camarades blessés qui supplient qu'on les achève et laissé derrière eux bien des tombes que les chars russes nivelleront.

Gustave Degen, qui appartient à l'équipage d'un *Sturmgeschütz* (canon d'assaut) de 24 tonnes[1] et a combattu au sein de la *Panzerjager-abteilung II* dans le secteur de Riga, écrira : « Les engagements auxquels il me fallut prendre part m'apportèrent tous la preuve de ce que je ne pouvais admettre, c'est-à-dire qu'on ne s'évade pas d'un char et surtout qu'on ne s'évade pas avec le char. »

Adolphe B., qui habitait dans la région de Colmar, sera mobilisé en 1943 et, après six mois passés au Danemark — dont il se souviendra toujours comme d'un pays de lait, de poisson fumé, de pain abondant et de civils courtois —, sera envoyé comme canonnier dans une unité de chars engagée à l'automne de 1944 près de Varsovie.

« Quand on a vu à côté de soi, m'a-t-il confié, des chars atteints par les obus des chars russes, le canonnier chargeur que j'étais n'hésitait pas à charger le canon quand on lui criait : "Char russe devant !" On tirait pour se défendre. »

Si le chef de char d'Adolphe B., un Silésien qui avait refusé d'aller en permission avant d'avoir obtenu la croix de fer de 1re classe, se montrait nazi intraitable, bien des soldats allemands se comportaient envers les Alsaciens et les Lorrains en bons camarades, lorsqu'il s'agissait de faire face aux mêmes épreuves.

Dans son livre *Le Soldat honteux,* Armand Zahner raconte que ses camarades alsaciens s'étaient tout d'abord méfiés de soldats allemands en qui ils avaient vu des espions. « En fait, écrit-il, en évoquant avec sympathie le capitaine Hoeisel, le lieutenant Daennicke et surtout le soldat Heinz Gebhardt, son ami des bons et des mauvais jours, en fait il faut leur rendre cette justice : jamais, à notre connaissance, aucun d'entre eux ne joua le rôle détestable que nous leur prêtions et, le plus souvent, ils se révéleront comme de bons et loyaux camarades. »

Tant d'années après des événements auxquels des dizaines de milliers d'hommes furent mêlés, il est d'autant plus impossible de reconstituer toutes les réactions individuelles qu'après la Libération les « Malgré-nous », culpabilisés, ont naturellement minimisé leur rôle dans les combats.

Un auteur, Charles Béné[2], estime à 10 % des mobilisés ceux qui seraient partis d'Alsace et de Lorraine « sans trop s'élever contre la décision nazie » et qui auraient fait « du zèle pour obtenir un avantage quelconque ou même une décoration ».

1. Engin blindé entré en service en avril 1940 et spécialisé dans l'accompagnement de l'infanterie, le *Sturmgeschütz* est armé initialement d'un canon de 75 (plus tard d'un canon de 76). Le blindage frontal passera de 50 à 80 mm. Privé de tourelle, le *Sturmgeschütz* peut porter une dizaine de fantassins. Son équipage est de quatre hommes.
2. Charles Béné, *L'Allemagne dans les griffes nazies.*

Est-ce à dire que 90 % demeurèrent passivement l'arme au pied ? Ce serait tout ignorer de l'âpreté d'un combat dans lequel la survie ne dépendait nullement d'une parfaite connaissance de la doctrine nazie, mais de la précision du tir, du courage quotidien et de la solidarité militaire.

Il n'est, d'ailleurs, jamais aisé de se rendre aux Russes en étant assuré de conserver la vie sauve.

Les soldats allemands ont reçu l'ordre d'ouvrir le feu sur les déserteurs, et ils obéissent. Si bien qu'avant les désastres de 1945 les déserteurs alsaciens et lorrains sont relativement peu nombreux. Pour toute l'année 1943, l'Inspection des réserves et du chef de la police de la sécurité a estimé à 35 les soldats alsaciens « passés à l'ennemi » et à 350 le nombre des déserteurs.

Si, du côté français, et après la fin des hostilités, l'on a pu parler de 40 000 « déserteurs », c'est à la suite d'une confusion dans le choix des mots. Insoumission n'est pas désertion. Et le passage en Suisse, ou en France non occupée, d'un garçon menacé par la conscription n'a rien à voir, aussi périlleux soit-il, avec la désertion en direction des lignes soviétiques depuis un avant-poste allemand. La reddition aux Soviétiques n'est pas, en effet, sans grand danger.

Les soldats des premières vagues d'assaut russes ignorent tout de la situation particulière de l'Alsace et de la Lorraine. Ils s'en désintéressent, comme ils se désintéressent de tout ce qui n'est pas un combat où il importe de tuer pour ne pas être tué.

Jean Lemblé lève-t-il les bras à l'arrivée de deux soldats russes, les balles claquent autour de lui. Il voulait se rendre. Le voici obligé de s'enfuir aussi rapidement que possible en direction des lignes allemandes. « Jusqu'à cet instant, écrit-il, j'ai toujours nourri le désir de passer du côté des Russes et de faire reconnaître ma qualité d'allié en tant que Français. À présent, il n'y a plus d'alternative : il me faut continuer à combattre avec ceux dont je porte l'uniforme, si je ne veux pas mourir misérablement comme un chien[1]. »

Il y aura des exceptions. Alfred Minig, qui se bat en Ukraine avec le 202e régiment de grenadiers, réussira à ramper jusqu'à la tranchée russe et on « *Je suis français. Ja Franzouski* » sera compris d'une troupe qui le ravitaillera, puis lui demandera d'appeler à la désertion ses anciens camarades de combat. Ce qu'il fera.

Marcel Sausy, dont le plan de désertion a été éventé et qui attend dans un baraquement militaire l'heure du jugement et de l'exécution, réussira à s'évader, à gagner la forêt proche et à trouver refuge auprès de partisans locaux qui l'intégreront finalement dans leur unité[2].

Aucune aventure ne ressemble à une autre aventure mais, dans les premières minutes de la capture, presque toutes auront des suites identiques.

1. Jean Lemblé, *J'ai perdu la guerre avec eux*.
2. Près de Minsk, le 26 juin 1944, la troupe à laquelle appartient Sausy sera capturée en totalité par les Allemands. Ayant réussi à dissimuler son identité, Sausy sera interné, seul Français parmi des milliers de Russes, au *Stalag IIIa*, puis au *Stalag IIc* en Poméranie. La libération de son camp par les Soviétiques interviendra le 29 avril 1945.

Depuis le trou où il se cache, Gustave Degen découvre que des Russes font avancer quelques prisonniers allemands et *qu'ils ne les maltraitent pas.* Cette constatation lui donne le courage de sortir de son refuge et de courir vers les positions soviétiques en criant « *Moskwa*[1] ! *Franzouski ! Franzouski !* »

Grâce aux indications d'un jeune soldat russe, il évitera même le tir d'une mitrailleuse allemande qui l'a pris pour cible. Après l'avoir délesté de son ceinturon et de son revolver, son sauveur le gratifiera d'une tape amicale.

J'étais on ne peut plus enthousiaste. Je rentrais dans le camp de mon pays avec les honneurs de la guerre, après avoir essuyé le feu de l'ennemi.

Il déchantera.

« *Franzouski !* » À l'aide de ce mot-code, les Alsaciens et les Lorrains espèrent être, immédiatement, traités en alliés.

Sans doute, dans les derniers mois de 1942, les autorités de Moscou ont-elles été officiellement informées, par les servrces de la *France libre*, de la situation des Alsaciens et des Lorrains mobilisés contre leur volonté, sans doute les émissions françaises de la BBC assurent-elles que ceux qui se feront connaître en répétant « *Ja prijatel, ja franzouz* » seront non seulement « traités en alliés », mais encore « dirigés au plus vite vers les unités françaises qui se battent aux côtés des nations unies » ; sans doute, le 10 juillet 1943, l'écrivain Ehrenbourg a-t-il publié dans la *Pravda* un long article en faveur des déserteurs alsaciens[2] ; sans doute le 26 août et le 15 septembre 1943 Molotov et le maréchal Staline seront-ils alertés par M. Raymond Schmittlein et par le général Petit[3] sur le sort des ressortissants français dans l'armée allemande, mais il en faudrait davantage — et cela n'a rien d'anormal — pour atteindre et sensibiliser des millions de combattants soviétiques.

Les Alsaciens et les Lorrains disent « *Franzouski* », sortent de leur poche un ruban ou une cocarde tricolore, exhibent (puisque les Allemands ont mobilisé d'anciens soldats de l'armée française[4]) leur livret militaire d'avant 1939 lorsqu'ils ont réussi à le conserver…

Armand Zahner, qui a eu le temps de crier : « *Ja nie Niemetzki, Ja Franzouski*[5] » et de plaquer une cocarde tricolore sur sa poitrine, a bon espoir. Un lieutenant soviétique ne lui a-t-il pas répondu :

1. C'est une étrange idée que de se présenter aux Russes en évoquant le nom de Moscou et la prise de la ville par les armées napoléoniennes en 1812…
2. « La nuit était noire, une vraie nuit du Sud. Un soldat allemand passa le fleuve. Il rampa jusqu'à nos combattants et, leur tendant son fusil, il dit : "Je suis français." Il était né en Alsace… »
3. Respectivement chargé de mission du *Comité de Libération* et chef de la *Mission militaire française* à Moscou.
4. Plusieurs de ces soldats ainsi remobilisés avaient été libérés en 1940 après leur capture par l'armée allemande. Au moment de leur libération, les Allemands avaient promis qu'ils ne porteraient plus les armes. À partir de janvier 1944 — et contre l'avis de Keitel — Himmler, influencé par le *gauleiter* Wagner, fit admettre que les Alsaciens, officiers de réserve dans l'armée française, pourraient également être incorporés. 42 officiers français qui refusaient d'entrer dans la *Waffen SS* furent envoyés, en juillet 1944, au camp de concentration de Neuengamme ; 22 y périront.
5. « Je ne suis pas allemand, je suis français. »

— *Franzouski ?... Karacho, karacho, Tovariich,* mais pour ajouter immédiatement : *Ouri ! (*« Ta montre ! »)

Il y a bien longtemps que l'on connaît, dans l'armée allemande, la passion que les Russes éprouvent pour les montres. Aussi Zahner n'est-il nullement surpris d'avoir à donner sa montre.

Après sa montre, il perdra tout ce qu'il porte sur lui.

Gustave Degen, que nous avons vu tout heureux de la petite tape amicale donnée par le soldat russe qui l'a capturé, ne tardera pas, lui aussi, à aller de déception en déception.

Voyant approcher cinq officiers russes, il s'avance, salue, explique qu'il est « français et déserteur » et réclame un certificat. En réponse, il reçoit un coup de genou dans le bas-ventre et l'un des officiers s'efforce vainement de retirer de son doigt gonflé la chevalière qui vient d'attirer son attention.

Bien des années plus tard, rédigeant ses souvenirs, Degen ne sera pas encore consolé de brutalités et de fouilles successives qui lui feront perdre son portefeuille, son couteau, son savon à barbe et, finalement, sa chevalière qu'un soldat, plus astucieux et plus obstiné que l'officier, réussira à s'approprier.

L'indignation et la honte m'étouffaient. Ça, des officiers. Nos alliés ! Il y a des choses qui sont interdites à l'honnête homme, au civilisé, même envers l'ennemi prisonnier.

Dépouillés, réduits en quelques minutes, ou en quelques heures, à l'état de bétail humain, les prisonniers quittent les lignes pour l'arrière, mais il leur faut souvent marcher entre deux haies de soldats criant leur haine.

Haine explicable par les souffrances imposées aux Russes dès les premiers jours de l'invasion allemande, par les massacres de Juifs (35 000 à Kiev en représailles d'un sabotage commis en septembre 1941), par le sort réservé aux populations soupçonnées d'avoir abrité des partisans et par les atroces conditions de vie faites à des prisonniers dont 2 600 000, sur un total de 5 750 000, devaient mourir de faim, de froid ou de maladie dans les camps allemands.

LISTE DES 42 OFFICIERS FRANÇAIS, D'ORIGINE ALSACIENNE, DÉPORTÉS AU CAMP DE CONCENTRATION DE HAMBOURG-NEUENGAMME POUR AVOIR REFUSÉ DE SERVIR SOUS L'UNIFORME ALLEMAND[1]

Nom et Prénom	Grade	Profession	Domicile
† Adolf Robert	Sous-lieutenant	Ingénieur TP	Geispolsheim.
† Binnert Lucien	Sous-lieutenant	Instituteur	Munster.
Blaes Émile	Sous-lieutenant	Juge	Kurtzenhouse.
† Bollenbach Jules	Lieutenant	Instituteur	Muntzenheim.

1. Les 22 officiers dont les noms sont précédés d'une croix sont morts au camp de Neuengamme. Archives du secrétariat d'État auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants et des Victimes de guerre, direction des statuts et de l'information historique.

† Dossinger Robert	Lieutenant	Agent d'assurance	Strasbourg. R. D. Haguenau.
Ehrhard Jean	Lieutenant	Instituteur	Gresswiller.
† Frantz Charles	Lieutenant	Chargé BdF	Haguenau.
Gillic Cyrille	Sous-lieutenant	Ingénieur ICS	Strasbourg-Schiltigheim.
† Gsell Jean	Sous-lieutenant	Étudiant	Sigolsheim.
† Groshens Ernest	Sous-lieutenant	Ingénieur ICS	Strasbourg-Eckbolsh.
Flaberer Lucien	Sous-lieutenant	Instituteur	Bischhofsheim.
† Hartmann Charles	Lieutenant	Substitut du procureur	Mulhouse.
† Hausswirth Paul	Lieutenant	Avocat	Mulhouse.
Hentrich Paul	Sous-lieutenant	Agent technique	Strasbourg.
Hering Alfred	Lieutenant	Officier d'active	Barr.
His René	Lieutenant	Ingénieur agricole	Strasbourg-Cronbg.
† Huber Eugène	Lieutenant	Secrétaire dir. FMR	Mulhouse-Dornach.
Kientzler François	Sous-lieutenant	Ingénieur agricole	Ribeauvillé.
Kipper Léon	Lieutenant	Juge	Strasbourg-M'Verte.
† Kirmann Marcel	Sous-lieutenant	Officier d'active	Bischhofsheim.
† Lithard Robert	Lieutenant	Juge	Colmar.
Mantzer Alfred	Lieutenant	Commerçant	Colmar.
† Matter Antoine	Lieutenant'	Instituteur	Birlenbach.
† Matter Émile	Sous-lieutenant	Officier d'active	Saverne.
† Matter Frédéric	Lieutenant	Employé	Luttenbach près Munster.
† Mattern Frédéric	Lieutenant	Instituteur	Roppenheim.
Maurer Paul	Sous-lieutenant	Employé	Guebwiller.
† Muller Alphonse	Sous-lieutenant	Ingénieur-électricien	Colmar.
† Nussbaum Adolphe	Sous-lieutenant	Instituteur	Natzwiller.
Pettermann Edmond	Sous-lieutenant	Comm. au très.	Châtenois.
† Richl Charles	Sous-lieutenant	Licenc. droit	Strasbourg-Bischh.
† Rohmer Joseph	Sous-lieutenant	Greffier justice	Neuviller.
Rombourg Albert	Sous-lieutenant	Instituteur	Reichshofen.
Sibler Robert	Sous-lieutenant	Instituteur	Colmar-Wintzenheim.
Stoll Martin	Lieutenant	Professeur	Kaysersberg.
Thuet Joseph	Sous-lieutenant	Contrôleur douanes	Colmar.

Vogel Henri	Sous-lieutenant	Planteur	Fertrupt Ste-Marie a Mines.
† Wertz Y van	Sous-lieutenant	Substitut du procureur	Colmar.
Wetterwald Charles	Lieutenant	Officier d'active	Jungholtz.
Will Ernest	Sous-lieutenant	Rédac. préf.	Strasbourg-Meinau.
Wolfensberger Alph.	Sous-lieutenant	Commerçant	Vogelsheim-Neuf-Brisach.
† Zemb Paul	Sous-lieutenant	Ingénieur-électricien	Strasbourg-Neuhof.

En route vers le front, le soldat alsacien Guy Sager a profité d'une halte de son train pour faire quelques pas. Dans la nuit qui tombe, voici qu'approche un convoi de cauchemar.

La machine tire un wagon à hautes ridelles rempli de soldats allemands en armes, leur mitrailleuse braquée sur le reste du convoi, composé de plates-formes dont il est difficile de deviner le chargement.

En regardant mieux, je distinguai des hommes empilés les uns sur les autres. Juste derrière, d'autres étaient accroupis ou debout, serrés les uns contre les autres. Chaque wagon était plein à craquer. L'un d'entre nous, mieux averti que moi, laissa échapper trois mots :

— Des prisonniers russes.

Il m'avait bien semblé reconnaître les capotes brunes… mais il faisait presque nuit. Halls me regarda ; à part les brûlures rouges que le froid avait faites à son visage, il était blême.

— Tu as vu, me dit-il tout bas, ils empilent leurs morts à l'avant pour se protéger du froid.

En effet, chaque wagon avait son bouclier de cadavres.

Pétrifié par cette vision affreuse, je ne pouvais détacher mes yeux du spectacle qui défilait lentement devant moi. J'entrevis des faces exsangues, des pieds nus raidis par le froid et la mort.

Un dixième wagon venait de me dépasser lorsque se produisit une chose encore plus horrible. Le chargement macabre, mal équilibré, venait de laisser glisser quatre ou cinq corps le long de la voie. Le train funèbre ne s'était pas arrêté…

Oui, la haine s'explique.

Et l'on comprend que les Russes ne fassent pas de différence entre ceux qui se battent sous l'uniforme allemand et qu'ils appliquent, souvent, impitoyablement, la loi du talion.

André Idoux, capturé le 1er novembre 1943 dans la région de Perekot, est dépouillé, dès les premières minutes, de sa montre, de son briquet, de ses gants. Le 2 novembre, il n'aura droit, comme ses camarades de captivité, qu'à une tranche de pain. Le 3 novembre, au soir d'une longue marche, Idoux note : « Les Russes me prennent ma pipe et une glace ; passons la nuit en plein air. »

Le 4, les bottes d'Idoux changent de propriétaire. La distribution de trois tranches de pain et d'un morceau de saucisson constitue certainement l'événement le plus important de la journée du 5 novembre. C'est en tout cas le seul qu'André Idoux inscrive sur son carnet. Le 9 novembre, la misérable colonne arrive à Versalone où chaque captif reçoit l'aumône d'une soupe et d'une tranche de pain. La neige commence à tomber. Pieds nus dans une boue glacée, Idoux et ses compagnons de misère iront, le 13 novembre, de Versalone à Federowka d'où, par train cette fois, ils gagneront Armavir, dans le Caucase. Le 6 janvier, départ d'Armavir pour Moscou. La capitale soviétique ne sera atteinte qu'après vingt jours de voyage. Idoux note alors, le 26 janvier : « Pieds gelés, épuisés de fatigue après 2 km de marche, arrivée au camp à 18 km de Moscou. Après la douche, je ne peux plus me tenir debout[1]. »

Dans son carnet de route, Idoux fait allusion à des vols qui ne surprennent personne, mais ne fait pas mention d'assassinats. Il n'en va pas de même du Lorrain Étienne Munig, capturé en janvier 1945, lorsque prend fin la bataille de Budapest.

Les soldats russes qui escortent l'interminable colonne de prisonniers ne s'embarrassent ni des traînards ni des malades : une balle dans la tête règle le sort de ceux qui ne peuvent plus suivre.

Ils sont cinq Lorrains à marcher avec Étienne Munig. On dirait qu'ils ne forment qu'un seul corps. Bras entrelacés, s'entraidant, se réconfortant, se demandant si les promesses de libération complaisamment diffusées par *Radio Londres* deviendront un jour réalité, évoquant les délicieuses recettes familiales et, presque dans le même temps, spéculant sur la densité de la soupe de l'étape, à condition toutefois que la soupe soit distribuée, ce qui ne sera vrai qu'un jour sur deux, ils marchent, chacun empêchant l'autre de s'effondrer, ils marchent parce qu'ils n'ignorent rien du sort réservé à ceux qui abandonnent.

Dans le misérable quotidien de ces misérables colonnes, il est toutefois des tragédies qui bouleversent des soldats que l'on croyait blasés par plusieurs années d'une impitoyable guerre.

Étienne Munig n'oubliera jamais la mort de ce soldat allemand blessé qui a supplié ses camarades de l'abandonner. Se laissant tomber à terre, il va ramper jusqu'à un fossé. Passent alors deux soldats russes déjà âgés et que l'on pourrait imaginer plus pitoyables que les gamins de l'escorte. Il n'en est rien. Le Russe, qui se tient de l'autre côté de la route, arme son fusil et fait feu. Mais, sous le choc de la balle, l'Allemand ne bronche pas.

> *Entre-temps, le Russe, voyant que sa victime n'était pas morte, arma une seconde fois son fusil et tira de nouveau. Le deuxième coup partit, atteignant notre homme en pleine poitrine, mais ce dernier, soutenu par une volonté surhumaine de survivre,*

1. Le 28 janvier, Idoux sera transféré à l'hôpital où il recevra, selon ses propres termes, une « nourriture copieuse : 400 g de pain, soupe, 40 g de sucre et 40 g de beurre, purée, thé avec lait ou vitamines, confiture ».

n'avait toujours pas bronché. N'importe quel bourreau aurait fait grâce à sa victime, mais le soldat stalinien […] fit manœuvrer la culasse une troisième fois et tira en pleine figure. Cette troisième balle devait avoir raison de la vie du prisonnier[1].

Un mort. Des centaines de morts. Toujours intégrés au morne troupeau, marchant tête basse, Munig et ses camarades lorrains sont alertés par une rumeur persistante.

Un long frisson d'horreur nous secoua en voyant le spectacle devant nous. À notre droite étaient couchés des centaines de fusillés. Les corps étaient bien rangés par lignes de 25 sur quelques dizaines de mètres de profondeur. Ce massacre avait eu lieu dans les règles de l'art. Les condamnés avaient été alignés comme pour une prise d'armes et fauchés ensuite à la mitrailleuse par des soldats qui devaient enjamber les cadavres pour arriver jusqu'à la dernière rangée des victimes. Ces dernières appartenaient à une unité de SS. Comme on sait que le haut commandement allemand avait incorporé dans les SS toutes sortes de jeunes recrues allemandes, et même des Alsaciens-Lorrains, il y avait forcément un bon nombre de victimes innocentes dans ce carnage. Les Soviétiques prenaient simplement leur revanche sur les excès que les premiers SS avaient faits lors de l'avance des troupes allemandes en territoire soviétique, surtout envers les partisans et les villages complices.

Après un séjour de trois semaines dans un séminaire catholique hongrois, séjour au cours duquel une doctoresse russe, parlant remarquablement le français, vint affirmer aux Alsaciens et aux Lorrains qu'ils seraient… dans trois jours transportés en France ou en Afrique du Nord, Munig et ses amis devaient, en compagnie de milliers d'Allemands, être conduits jusqu'à la gare voisine, enfermés dans des wagons à bestiaux qui, au long d'une semaine de voyage, ne seront ouverts qu'une fois par jour… pour le ravitaillement des prisonniers.

Pauvre ravitaillement, étrangement servi. Les prisonniers reçoivent tout d'abord, dans la boîte de conserve qui leur tient lieu de verre et de gamelle, la ration d'eau de la journée. Une demi-heure plus tard, à la distribution de l'eau succède la distribution de la soupe. Il faut, alors, soit boire toute la ration d'eau, soit la jeter pour recevoir la soupe, car aucun prisonnier ne possède — quel luxe ce serait ! — deux boîtes de conserve.

Au terme des huit jours de voyage dans le wagon-prison, les prisonniers atteignent Erevan, capitale de l'Arménie, dernière étape avant leur arrivée, à 2 000 m d'altitude, dans un camp installé près du lac de Sevan.

Camp ignoré de l'immense majorité des Français, Sevan ne le cède en rien aux camps de concentration allemands. Il se peut que l'on y meure différemment, mais le taux de mortalité est au moins aussi élevé, puisque, sur 144 Alsaciens et Lorrains internés à Sevan au début de février 1945, 49 seulement survivront au mois d'août… et 5 lorsque le rapatriement sera effectif[2].

1. Étienne Munig, *1945 : Sevan, un autre goulag.*
2. Comment aurait-on pu connaître les rigueurs et les horreurs de Sevan puisque la quasi-totalité des témoins avait disparu ?

Répartis en trois bataillons, les prisonniers avaient essentiellement pour mission de dériver l'eau du lac de Sevan en direction de la mer Caspienne. À Sevan, comme dans la plupart des camps de concentration allemands, le matériel fait, volontairement ou non, défaut. Arracher des pierres à la montagne, les réduire en morceaux à la masse, transporter ces morceaux jusqu'à la galerie souterraine creusée par les prisonniers à 100 m de profondeur est épuisant pour des hommes qui doivent vivre quotidiennement avec 300 g de pain fait de pommes de terre et de maïs, 3 soupes, 2 morceaux de sucre et un bol de thé. Encore la soupe est-elle seulement accordée à ceux qui remplissent les normes…

Sevan demeure inconnu. C'est à peine si la sinistre réputation de Tambow a dépassé les limites de l'Alsace et de la Lorraine.

Après la Libération, une politique volontairement ignorante de l'une des faces de la réalité devait contribuer à étouffer les drames vécus par des milliers de nos concitoyens à 450 km au sud-est de Moscou, dans la forêt de Rada.

La ville la plus proche du camp 188 s'appelle Tambow et, pour ceux qui en connaissaient l'existence, Tambow deviendra « le camp des Français ».

Non point que seuls des Français aient été enfermés là puisque, sur un total de 68 000 prisonniers, l'administration soviétique recensait des Italiens, des Allemands, des Hongrois, des Roumains, des Luxembourgeois, mais il est vrai que le camp avait été créé, en 1943, pour servir au regroupement des Alsaciens et des Lorrains déserteurs ou capturés.

Les démarches effectuées en mars 1943 par Roger Garreau, représentant la *France libre* à Moscou, avaient donc été couronnées de succès ? Oui, en ce qui concerne le regroupement. Non, s'agissant du traitement réservé aux prisonniers.

Dans le numéro spécial du bulletin des *Anciens de Tambow,* numéro consacré à l'inauguration, le 23 avril 1983, du monument élevé, à Mulhouse, à la mémoire des Alsaciens et des Lorrains morts en détention en Russie, lorsque le lecteur découvre un dessin représentant l'intérieur des baraques 112 et 22, les baraques des morts, comment n'aurait-il pas une impression de déjà vu ?

Ces corps nus amoncelés, ces cadavres secs, ces visages aux yeux morts enfouis dans les orbites, ces jambes réduites à l'état de bâtons noueux, ces thorax aux côtes saillantes, est-ce Buchenwald ou Dachau ? Non, c'est Tambow, un camp où « personne ne croyait plus à sa survie[1] ».

Durant l'hiver 1944-1945, 3 000 Alsaciens et Lorrains périront de faim, de froid, de ces maladies qu'aggravent la faim et le froid, de mauvais traitements, ou bien d'épuisement, leur organisme affaibli ne pouvant supporter de trop rudes travaux.

Au total, et toutes nationalités confondues, ce sont ainsi 50 à 60 % des prisonniers internés à Tambow qui disparaîtront.

1. Affirmation du président interdépartemental des Anciens de Tambow, le 23 avril 1983.

À Odessa, où ils étaient en attente de rapatriement à la fin de 1944, une dizaine d'anciens « Malgré-nous », déserteurs de l'armée allemande mais passés cependant par le camp de Tambow, devaient rédiger, sur papier d'emballage, un rapport sur leurs conditions de vie.

Remis à la *Commission française de rapatriement*, ce texte n'allait provoquer aucune réaction de la part d'un gouvernement où les communistes étaient représentés et qui ne se souciait guère de mettre en accusation une nation alliée.

Même si, par prudence ou conformisme, tout n'était pas avoué, l'essentiel était, toutefois, révélé dans ces quelques pages, aujourd'hui conservées dans les archives de la *Fédération des Anciens de Tambow*.

Il y était dit que les prisonniers étaient logés dans des baraques enterrées dans le sable, pourvues de 6 à 8 petites fenêtres toujours closes, que le toit laissait passer l'eau, que l'éclairage était assuré par des mèches fichées dans des boîtes de conserve pleines de graisse.

Il y était dit que les prisonniers recevaient 700 g de pain noir par jour ainsi que trois soupes, mais qu'il ne s'agissait là que d'une ration de principe. Sur la réalité quotidienne, le rapport précise : « La ration de soupe serait normale si, comme c'est le plus souvent le cas, ce n'était que de l'eau salée […]. Cet hiver, pendant une période de deux mois, par 25 à 35 degrés de froid, la nourriture consistait essentiellement en choux : matin, midi et soir. Ces choux étaient gelés, malpropres, par conséquent très indigestes. Après cette période, ce fut une période de maïs. La conséquence de cette nourriture a été catastrophique. »

Gustave Degen, qui arrivera à Tambow en juillet 1944 — il sera d'abord agréablement surpris par l'allure coquette du camp ainsi que par la propreté des allées —, évoquera longuement le « cacha », plat national russe, à base de riz arrosé de beurre frais ou de lard fondu, mais, à Tambow, le « cacha » n'est plus qu'une mauvaise bouillie de légumes secs : petits pois, millet ou maïs qui, d'où qu'il vienne — de la cuisine « roumaine » ou de la cuisine « française » —, est d'abord « piraté » par les « cuisiniers » et par d'innombrables parasites qui, du difficilement mangeable, dérobent le moins immangeable[1].

En vérité, seuls quelques Alsaciens et Lorrains conserveront un éphémère mais relativement bon souvenir de la cuisine russe : ceux qui ont participé au grand défilé organisé par les Soviétiques dans Moscou.

Par rangs de dix, sous les huées de la foule, des dizaines de milliers de prisonniers viendront en effet, à l'image de ce qui se passait dans l'Antiquité, apporter au peuple vainqueur la preuve de son absolue victoire. Mais ces prisonniers squelettiques, incapables de se traîner sur plus de quelques centaines de mètres, il faut, provisoirement, les remettre en état. 60 000 environ — le « Malgré-nous » Henri Stocky est du nombre — ont été amenés de leur camp jusqu'à un hippodrome voisin de Moscou. Au cours du voyage, pour tout repas : un hareng quo-

1. Dans les camps soviétiques, comme dans les camps de concentration allemands, la discipline intérieure est assurée par les prisonniers.

tidien et une tranche de pain. Mais, dans les jours précédant le défilé, comme ils seront gavés ! On leur servira des soupes grasses dont ils peuvent reprendre à volonté. Et dont ils reprennent à volonté. Ce qui aura pour résultat de provoquer, en cours de défilé, de désastreuses et nauséabondes coliques.

Regroupés à Tambow dans les baraques 59 à 65, ce n'est que longtemps après la défaite de l'Allemagne qu'il sera possible aux « Malgré-nous » alsaciens et lorrains de faire connaître leur sort.

Le 28 août 1945, le *Courrier de la Sarre* publie les noms de 27 habitants de Sarreguemines prisonniers à Tambow, mais, le 1er novembre 1946, le destin de 122 « Malgré-nous » sarregueminois demeure toujours inconnu.

Il faudra bien du temps avant la cicatrisation de toutes les plaies. Pour les « Malgré-nous », la victoire des Alliés sur l'Allemagne ne constituera, en effet, qu'une amère victoire.

Certains d'entre eux, revenus en permission et qui avaient pris le risque de se cacher, mettant ainsi en danger de mort leur famille, auront la désagréable surprise, après avoir échappé aux Allemands, de se voir internés par les Américains.

À Sarreguemines, le 10 décembre 1944, ceux qui sortent des caves, où, à l'exemple de Robert Schoeser, ils sont restés trois mois durant, apprendront avec stupéfaction — l'ordre est répercuté par des voitures munies de haut-parleurs — que tous les jeunes ayant porté l'uniforme allemand doivent se présenter à la gendarmerie.

Rassemblés à Woustviller, les « Malgré-nous » seront conduits par les Américains dans un camp d'internement, fouillés, dépouillés des objets de valeur — et des objets sans valeur — qu'ils ont sur eux, injuriés et traités d'Allemands, de « nazis » par des *GI* aussi ignorants de la situation politique et psychologique de l'Alsace et de la Lorraine que l'étaient — à l'autre extrémité du front — les soldats russes.

Hissés sur des camions découverts, les « Malgré-nous » traverseront Nancy sous les huées d'une foule qui les prend (ils sont en civil) pour des miliciens. Enfermés à Toul, puis à Stenay, ils aboutiront derrière les barbelés des camps de La Flèche ou de La Blancarde, près d'Aubagne.

Au début de 1945, ils retrouveront pour la plupart la liberté, mais ne retrouveront pas la paix du cœur. Beaucoup souffrent d'ailleurs d'un complexe de culpabilité, face à des compatriotes retrouvés qui font assaut de résistantialisme. Ils devront donc assumer leur histoire dans toute sa dramatique complexité avant de tenter de l'expliquer aux autres. Il leur faudra de longues années avant de faire reconnaître leurs droits élémentaires[1], de faire admettre

1. C'est seulement en 1985, et grâce à M. Jean Laurain, alors secrétaire d'État aux Anciens Combattants, qu'ont été reconnus les droits (statut d'incorporés de force et carte du combattant) des 1 500 Alsaciens et Mosellans qui, à partir du printemps 1943, et alors qu'ils n'avaient pas toujours 16 ans, eurent obligation, au même titre que 150 000 à 170 000 Allemands de leur âge, de servir dans la défense aérienne. Le *Luftwaffenhelfer*, auxiliaire de l'armée de l'air, passait ainsi du collège ou du lycée au canon

par l'opinion que les « Malgré-nous » n'étaient nullement des volontaires ; de faire comprendre que Tambow avait été, même s'il n'en portait pas le nom, même s'il n'en était jamais parlé à la radio ou à la télévision, un camp de concentration au même titre que les plus effroyables camps de concentration allemands. Avant que leurs paroles soient enfin comprises, leurs affirmations tenues pour vraies, grand nombre de ces « Malgré-nous », qui avaient survécu aux batailles de Russie, aux famines de Tambow, désespérant de la lucidité et de la sympathie de leurs concitoyens français, s'enfermeront dans un silence méprisant ou désespéré[1].

---

de la *Flak*. Dans son livre *Écoliers-soldats* (Pierron, 1989), Robert Grimmer a reconstitué, grâce à de nombreux témoignages, ce que fut l'existence de ces jeunes garçons dont plusieurs perdirent la vie lors des bombardements alliés. Grimmer reproduit par ailleurs l'acte de décès de Gérard Volk, né le 22 décembre 1928 à Mulhouse, tombé dans la région de Iéna, vraisemblablement le 13 avril 1945, au cours d'un combat contre les chars américains, la *Flak* étant fréquemment employée en anti-chars. Modifié par jugement en date du 24 octobre 1955, cet acte de décès porte la mention « mort pour la France »

1. En 1990, une mission (MM. Jean Huet, André Weber, Louis Uhlrich notamment) du Conseil général du Haut-Rhin a œuvré, auprès des autorités soviétiques, pour que l'accès aux archives russes concernant le sort des incorporés de force prisonniers soit possible. En 1993. le Conseil général a pu acquérir un répertoire des prisonniers de guerre français dans les camps russes et, depuis le 2 octobre 1995, un arrangement franco-russe permet (par le canal des Archives départementales du Haut-Rhin) l'obtention des dossiers des « Malgré-nous » partis vivants d'URSS ou morts en captivité. Bien entendu, les archives russes sont incomplètes. En novembre 1997, 808 demandes avaient été transmises à Moscou, 558 incorporés de force avaient reçu copie de leur dossier, les frais de traduction étant pris en charge par le département du Haut-Rhin. Enfin, le 8 août 1948, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'État aux Anciens Combattants, a inauguré dans le cimetière de Tambow le carré militaire français et le mémorial aux Malgré-nous d'Alsace-Moselle. Le monument, en grès des Vosges, comporte deux stèles et une croix. Il doit être entouré de vingt urnes contenant de la terre recueillie dans les différents arrondissements d'Alsace et de Moselle.

On estime à plus de 80 % le nombre des Alsaciens et Mosellans engagés sur le front de l'Est. En Italie, où certains d'entre eux, ont combattu sous le commandement du maréchal Kesselring, 162 corps avaient été retrouvés [en 1949], Ces corps, répartis dans 60 villages de l'Italie centrale, devaient être regroupés dans les trois grands cimetières français d'Italie : Venafro (3 400 tombes), Naples (2 000), Rome (1 800). Dans ces tombes reposent les corps des soldats de l'armée d'Italie commandée par le général Juin